

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DU  
TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITE**

**MINISTERE DE LA SANTE, DE LA FAMILLE ET  
DES PERSONNES HANDICAPEES**

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE  
Division des affaires communautaires  
et internationales

Personne chargée du dossier : Séverine  
METILLON

Téléphone : 01.40.56.52.52

Télécopie : 01.40.56.72.55

Mail : [severine.metillon@sante.gouv.fr](mailto:severine.metillon@sante.gouv.fr)

Le ministre des affaires sociales, du travail et de  
la solidarité

Le ministre de la santé, de la famille et des  
personnes handicapées

à

Monsieur le directeur de la caisse nationale de  
l'assurance maladie des travailleurs salariés,

Monsieur le directeur de la caisse nationale  
d'assurance vieillesse des travailleurs salariés,

Madame la directrice de la caisse nationale des  
allocations familiales,

Monsieur le directeur de l'agence centrale des  
organismes de sécurité sociale,

Monsieur le directeur de la caisse centrale de la  
mutualité sociale agricole,  
sous couvert de Monsieur le ministre de  
l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des  
affaires rurales,

Mesdames, Messieurs les directeurs ou responsables des caisses, organismes ou services assurant la gestion d'un régime spécial ou autonome de sécurité sociale,

Monsieur le directeur du centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale,

Monsieur le directeur général de l'association pour le régime de retraite complémentaire des salariés (ARRCO)

Monsieur le directeur général de l'association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC)

Monsieur le directeur de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC)

Monsieur le directeur de la caisse centrale du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile (CRPNPAC)

Messieurs les préfets de région  
(Directions régionales des affaires sanitaires et sociales)

CIRCULAIRE N°DSS/DACI/2003/477 du 9 octobre 2003 relative à la législation de sécurité sociale applicable à certains employés de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

**Date d'entrée en vigueur : 1er janvier 2002**

NOR : SANS0330596C (texte non paru au journal officiel)  
Grille de classement : SS 9 91

**Résumé :** L'accord signé le 5 juin 2003 pris en application de l'article 17 du règlement communautaire n°1408/71 étendu à la Suisse, se substitue partiellement aux mesures prises en application de la convention de 1949 et désignant la législation applicable à certains employés de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

**Mots-clés** : législation applicable – accord article 17 - aéroport de Bâle–Mulhouse – Suisse - droit d'option-

**Textes de référence** :

- Convention du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse modifiée en 1961 par échange de notes publié par le décret n°61-1149 du 19 octobre 1961.
- Accord du 21 juin 1999 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération Helvétique d'autre part, sur la libre circulation des personnes.
- Circulaire n° [DDS/DACI/2002/326 du 4/06/02](#) relative à l'application de l'accord du 21 juin 1999 entre L'Union Européenne et la Suisse sur la libre circulation des personnes.
- Circulaire n° [DSS/DACI/2002/368 du 27/06/02](#) relative à la mise en œuvre du droit d'option en matière d'assurance maladie prévu par l'accord conclu entre l'UE et la Suisse le 21/06/99

**Texte modifié** : néant

**Annexes** : [Accord](#)

Cette circulaire a pour objectif de présenter l'accord pris en application de l'article 17 du règlement n° 1408/71 étendu à la Suisse, signé par les autorités compétentes suisses et françaises le 5 juin 2003 à Berne. Cet accord franco-suisse concerne la législation applicable à certains employés de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, il se substitue partiellement aux mesures dérogatoires prises en application de la convention de 1949. Vous trouverez le texte de cet accord en annexe de la présente circulaire.

## **I Situation antérieure : mesures dérogatoires prises en application de la convention de 1949.**

L'article 14 bis, ajouté à la convention du 4 juillet 1949 par échange de notes entre la France et la Suisse les 20 juillet et 21 novembre 1961 (publiés par décret le 19 octobre 1961), permet aux deux gouvernements « par commun accord de décider de mesures dérogatoires à la législation française en matière d'exercice d'une activité ainsi qu'en matière de sécurité sociale ».

L'aéroport étant situé en territoire français, la législation sociale française doit théoriquement s'appliquer. Cependant, sur la base de cet article les deux gouvernements lors d'entretiens des 11 et 12 avril 1961 ont pris les dispositions dérogatoires suivantes concernant certains employés de l'aéroport (procès verbal daté du 27 juillet 1961) :

- Les salariés ou assimilés occupés par l'administration de l'aéroport, sont soumis à la législation suisse de sécurité sociale lorsque leur domicile se trouve en Suisse.
- Les salariés ou assimilés occupés sur le secteur affecté aux services suisses par les entreprises de transport aériens et les commerces annexes qui ont en Suisse soit leur siège social, soit une succursale dont relèvent ces travailleurs, sont soumis à la législation suisse.
- Les travailleurs visés ci-dessus de nationalité autre que française ou suisse, peuvent opter, s'ils le désirent, pour l'application de la législation française.

Ces dérogations à la législation française ont été décidées pour répondre à une situation spécifique : l'aéroport se trouve dans la zone frontalière, de nombreux employés habitent donc en Suisse, et il comporte deux secteurs d'activité distincts, un suisse et l'autre français.

## **II Modifications apportées par l'accord article 17 signé par la France et la Suisse**

### **1) Nécessité d'un accord article 17**

Depuis le 1er juin 2002 les relations en matière de sécurité sociale entre la Suisse et la France sont régies principalement par l'accord sur la libre circulation conclu le 21 juin 1999, accord qui se traduit par une extension du règlement communautaire n°1408/71 au territoire suisse. Ce règlement se substitue aux conventions bilatérales existantes dans la limite de son champ personnel et matériel d'application.

Il se substitue par conséquent aux dispositions dérogatoires prises sur la base de l'article 14 bis de la convention du 4 juillet 1949, sauf pour les ressortissants non suisses et non communautaires, ces derniers ne sont en effet pas couverts par le règlement n°1408/71 dans sa version étendue à la Suisse.

Selon le règlement n°1408/71, l'aéroport se trouvant sur le territoire français, la législation française doit être appliquée à l'ensemble du personnel couvert par le champ personnel du règlement (application du principe de la législation du lieu de travail).

Toutefois pour conserver les mesures dérogatoire décidées en 1961, qui sont justifiées par des raisons géographiques et ont de ce fait un caractère permanent, les autorités françaises et suisses ont signé le 5 juin 2003 à Berne un accord sur la base de l'article 17 du règlement n°1408/71, procédure leur permettant de déroger à la règle de la législation du lieu de travail.

### **2) Contenu de l'accord article 17**

#### **Champ personnel**

Deux conditions sont opposées :

- être salarié ou assimilé, occupés par l'administration de l'aéroport lorsque leur domicile se trouve en Suisse, ou occupés sur le secteur affecté aux services suisses par les entreprises de transport aérien et les commerces annexes qui ont en Suisse soit leur siège social, soit une succursale dont relèvent ces travailleurs
- être ressortissant d'un Etat sur le territoire duquel s'applique l'accord sur la libre circulation des personnes ou résider sur le territoire de l'un de ces Etats en qualité de réfugiés ou d'apatrides.

L'accord sur la libre circulation des personnes est applicable en Suisse et dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne. Ainsi, sont exclus du champ personnel les ressortissants d'un Etat tiers (excepté la Suisse) y compris les Etats de l'EEE.

## **Champ matériel et principe**

L'accord couvre l'ensemble de la législation en matière de sécurité sociale. Les personnes visées par cet accord sont soumises par dérogation à la loi du lieu de travail, à la législation suisse de sécurité sociale.

En pratique, les anciennes dispositions dérogatoires avaient été maintenues au delà du 1er janvier 2002 par circulaire ministérielle, aucun changement ne devrait donc avoir lieu, en dehors des cas impliquant le droit d'option prévu par l'accord UE-Suisse précité.

## **Dérogation en matière d'assurance maladie**

Le droit d'option prévu par l'accord sur la libre circulation des personnes (annexe II) s'applique à l'ensemble des personnes soumises à la législation suisse en vertu du titre II du règlement 1408/71. L'article 17 est inclus dans le titre II du règlement n°1408/71. Par conséquent les personnes visées par cet accord franco-suisse, accord basé sur l'article 17 du règlement n°1408/71, peuvent bénéficier du droit d'option.

Les intéressés qui bénéficiaient jusqu'à aujourd'hui du maintien des dispositions dérogatoires de 1961, pourront exercer ce droit d'option jusqu'au 31 décembre 2003. Les personnes nouvellement embauchées sur l'aéroport disposeront du délai de 3 mois prévu par l'accord pour exercer leur droit à compter de leur date d'embauche.

## **3) Entrée en vigueur et durée de cet accord**

Pour des raisons de sécurité juridique, cet accord entre en vigueur à la même date que l'accord sur la libre circulation des personnes soit le 1er juin 2002 et demeurera en vigueur pour la même durée.

## **4) Cas de maintien des mesures dérogatoires de 1961**

Comme indiqué ci-dessus, cet accord bilatéral entre la France et la Suisse pris sur la base de l'article 17 dispose du même champ personnel que l'accord sur la libre circulation des personnes : ressortissants de l'UE et de la Suisse, réfugiés et apatrides résidant dans l'UE ou en Suisse.

Les dispositions dérogatoires de 1961 restent donc en vigueur pour les personnes non comprises dans ce champ d'application. Ainsi, les ressortissants d'Etat tiers (hors Suisse) y compris les ressortissants de l'EEE continueront de bénéficier des dispositions dérogatoires de 1961. Elles seront par conséquent soumises à la législation suisse de sécurité sociale mais ne bénéficieront pas du droit d'option.

Vous voudrez bien me tenir informé des difficultés que vous pourriez rencontrer lors de l'application de la présente circulaire.

Pour le ministre et par délégation

le directeur de la sécurité sociale

Dominique LIBAULT

## **ACCORD**

**selon l'article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71 dont il est fait référence à l'annexe II de l'accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, du 21 juin 1999**

**entre les autorités compétentes de la Confédération suisse et de la République française concernant la législation de sécurité sociale applicable à certains employés de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.**

Considérant qu'en matière de sécurité sociale, les relations entre la Confédération suisse et la France sont désormais régies principalement par l'accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes (appelé ci-après : l'accord sur la libre circulation des personnes), signé le 21 juin 1999 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002 ;

considérant cependant que la situation spécifique qui a prévalu à la signature des échanges de lettre des 20 juillet et 21 novembre 1960 demeure, l'aéroport étant situé sans la zone frontalière française et comportant deux secteurs d'activité, suisse et français ;

considérant qu'il est ainsi toujours justifié de déroger à la règle précisant que la législation applicable est celle du lieu de travail de l'intéressé ;

Les autorités compétentes de la Confédération suisse et de la République française ont convenu de ce qui suit :

### **Article 1**

#### **Objectif du présent accord**

Conformément à l'article 13 point 2 lettre a) du règlement (CEE) n° 1408/71, la personne qui exerce une activité salariée sur le territoire d'un Etat est soumise à la législation de cet Etat.

L'objectif du présent accord est de déroger à l'application de cette disposition sur la base de l'article 17 du règlement précité, afin de permettre aux salariés visés par le présent accord d'être ou de rester soumis à la législation suisse.

### **Article 2**

#### **Champ d'application personnel**

Sont concernés par le présent accord les salariés ou assimilés qui :

1.
  - a) sont occupés par l'administration de l'aéroport lorsque leur domicile se trouve en Suisse,  
ou
  - b) sont occupés sur le secteur affecté aux services suisses par les entreprises de transport aérien et les commerces annexes qui ont en Suisse soit leur siège social, soit une succursale dont relèvent ces travailleurs  
et
2. sont ressortissants d'un Etat sur le territoire duquel l'accord sur la libre circulation des personnes est applicable ou résident sur le territoire de l'un de ces Etats en qualité de réfugiés ou d'apatrides.

### **Article 3**

#### Champ d'application matériel

Selon le principe de l'unicité de la législation applicable, principe affirmé par le règlement (CEE) n° 1408/71, le salarié ou assimilé bénéficiant du présent accord est assujéti, de manière exclusive, à l'ensemble de la législation suisse en matière de sécurité sociale.

### **Article 4**

#### Dérogation en matière d'assurance maladie

Par dérogation à l'article 3 du présent accord, les salariés ou assimilés visés à l'article 2 point 1) lettre a) du présent accord, lorsqu'ils résident sur le territoire français, peuvent bénéficier du droit d'option en matière d'assurance maladie, prévu au point O, 3<sup>ème</sup> alinéa, lettre b), de l'annexe II section A de l'accord sur la libre circulation des personnes.

Ce droit d'option leur permet ainsi, pour le seul risque maladie, d'être exemptés de l'obligation d'assurance en Suisse et d'être couverts pour ce risque sur le territoire français.

### **Article 5**

#### Durée de l'accord

Le présent accord demeurera en vigueur pour la même durée et selon les mêmes modalités que l'accord sur la libre circulation des personnes.

### **Article 6**

#### Date de l'entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature et prend effet le 1<sup>er</sup> juin 2002.

Fait à Berne, le 5 juin 2003, en deux exemplaires, en langue française.

Pour l'autorité française compétente

Madame LIANOS

Pour l'autorité suisse compétente

Madame BROMBACHER STEINER